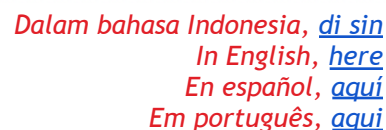


LE FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DEVRAIT RÉCUPÉRER ET RESTAURER LES BIENS ET SERVICES PUBLICS



En tant que syndicats du Sud, nous soutenons une approche *publique* de la lutte contre le changement climatique, qui nécessite une réorientation majeure de la politique actuelle de "privatisation pour décarboniser" vers un cadre audacieux en faveur du secteur public.

1

des niveaux de financement climatique qui soient à la mesure, premièrement, de l'ampleur sans précédent de la menace posée par le changement climatique et, deuxièmement, des responsabilités historiques du Nord mondial qui sont reconnues dans le cadre de la CCNUCC.

Nous soutenons une réponse à la crise climatique qui promeut la justice mondiale et respecte et protège les droits des travailleurs, comme indiqué dans le Programme de travail pour une transition juste (JTWP). Nous demandons instamment à toutes les parties d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures efficaces et réalisables afin de garantir une transition juste et équitable dans les pays du Sud.

Le nouvel objectif collectif quantifié (NCQG) et une nouvelle ère pour l'énergie publique

Nous appelons les parties à la COP à reconnaître le rôle essentiel de la propriété et du contrôle publics sur des secteurs vitaux pour l'action et la transition climatiques, tels que l'énergie, les transports publics et les matières premières. Comme le souligne la déclaration du cinquième Congrès mondial de la CSI adoptée en novembre 2022, « les politiques néolibérales en matière de climat et d'énergie [...], qui sont liées à la privatisation et à la marchandisation, n'ont pas réussi à enrayer l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre ». Le Congrès a appelé « au maintien, à la récupération et à l'expansion de la propriété publique des infrastructures et des services énergétiques », une politique que nous soutenons pleinement. Nous soutenons également la demande de la Confédération syndicale américaine (TUCA) selon laquelle « l'énergie doit être décommodifiée et démocratisée en modifiant les régimes de propriété et de gestion, en renforçant le caractère public et en réorientant le rôle des entreprises publiques afin que leur gestion soit démocratique et axée sur la garantie des droits et l'amélioration des conditions de vie de la population active ». En outre, le NCQG doit veiller à ce que la mise en œuvre de tous les financements destinés à la lutte contre le changement climatique soit façonnée par des mécanismes visant à promouvoir un contrôle public, démocratique et transparent, et soit fondée sur la reconnaissance du principe de la CCNUCC relatif aux responsabilités communes mais différenciées.

Par conséquent, le financement de la lutte contre le changement climatique doit être mis en œuvre de manière à ce qu'il soit possible :

1. Empêcher l'endettement supplémentaire des pays du Sud et alléger l'immense pression exercée par la dette existante. De nombreux pays du Sud paient déjà plus pour le service de la dette qu'ils ne s'engagent pour la santé, l'éducation et les services de base. Le financement de la lutte contre le changement climatique doit permettre de maintenir et de développer ces services publics, qui sont essentiels aux efforts d'atténuation et d'adaptation.
2. Mettre fin à la politique de "blended finance" et de "de-risking". Depuis la COP15 en 2009, les niveaux de capitaux engagés ont été, d'une part, minimes et donc inadéquats et, d'autre part, la plupart des financements ont été mobilisés par les BMD et sont donc des financements publics. L'idée de la Banque mondiale selon laquelle l'argent public "catalyserait" de grandes quantités de financement du secteur privé a été un échec

retentissant. Un NCQG doit reconnaître que les investisseurs privés ne fourniront pas les investissements nécessaires pour atteindre les objectifs en matière de climat et d'énergie à faible teneur en carbone, et que l'efficacité du financement climatique dépendra des institutions publiques et du financement public.

3. Aller au-delà des mécanismes de marché tels que la tarification et l'échange de droits d'émission de carbone (qui se sont révélés socialement régressifs et écologiquement inefficaces) ; et enfin voir au-delà des compensations comme moyen de réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD et REDD+). Comme le souligne la déclaration de la TUCA lors de la COP29, ces politiques ont été promues par "les pays du Nord et les entreprises transnationales pour être développées dans les pays du Sud, approfondir la crise et promouvoir la reproduction des pratiques colonialistes, en ignorant les responsabilités différenciées des pays du Nord".
4. S'abstenir d'attaquer le secteur public comme le font couramment les partenariats pour une transition énergétique juste. Les futures propositions ne devraient pas utiliser un langage qui favorise et met en avant les intérêts des investisseurs privés. Elles doivent au contraire tenir compte des préoccupations essentielles des travailleurs, des communautés et des besoins légitimes des pays du Sud en matière de développement.
5. Permettre et encourager une approche de "récupération et restauration" des services publics, et aider les gouvernements du Sud à accroître leurs actifs et leurs capacités, en les plaçant dans une position plus forte pour poursuivre un développement industriel et social à faible émission de carbone.

Nos demandes sont donc les suivantes :

1. **Les pays développés doivent assumer leurs responsabilités historiques** : Ils doivent fournir aux pays du Sud un financement climatique d'au moins 5 000 milliards de dollars par an. Ce financement doit être nouveau et additionnel, public, non générateur de dette, adéquat et prévisible, et acheminé par le biais de mécanismes démocratiques, transparents et responsables. Il doit consister en subventions plutôt qu'en prêts pour les pertes et dommages liés au climat et l'adaptation au climat. Les pays développés doivent également annuler (et non rééchelonner) les dettes liées au climat (par exemple, les dettes liées aux pertes et dommages causés aux infrastructures, aux mauvaises récoltes vitales, etc.) et les dettes illégitimes afin de libérer un espace fiscal pour que les pays du Sud puissent répondre à la crise climatique. Le financement de la lutte contre le changement climatique et l'annulation de la dette peuvent être considérés comme faisant partie des réparations que le Nord doit aux pays du Sud pour leur responsabilité historique et permanente dans la crise climatique.
2. **Le financement de la lutte contre le changement climatique doit être utilisé pour développer les actifs publics** : Contrairement aux programmes de financement mixte tels que les partenariats pour une transition énergétique juste (JETP), qui utilisent l'argent public pour réduire les risques des investissements privés tout en alourdissant la dette publique, l'engagement annuel de 5 000 milliards de dollars devrait viser à

reconstruire les capacités des gouvernements à récupérer leurs secteurs de l'électricité et des transports pour en faire des propriétés et des contrôles publics à part entière. Les conditionnalités de type JETP visant à créer "un environnement favorable au secteur privé" par le biais de la déréglementation, de la libéralisation et de l'affaiblissement des entreprises publiques doivent céder la place à des approches de type "voie publique" en vue d'une transition énergétique juste.

3. ***S'attaquer à la pauvreté énergétique*** : Le système de prêt multilatéral devrait abandonner son programme "privatiser pour décarboniser" et soutenir ouvertement l'approche "récupérer et restaurer" les services publics de l'énergie proposée par les syndicats qui soutiennent la voie publique. Les BMD devraient cesser de favoriser les entreprises privées (telles que les producteurs d'électricité indépendants) tout en insistant sur le "recouvrement intégral des coûts" pour les entreprises publiques. Pionnières de la Banque mondiale dans les années 1980 et 1990, les politiques d'"ajustement structurel" restent une caractéristique des programmes actuels de financement de la lutte contre le changement climatique en ce sens qu'elles subordonnent le financement à des réformes qui favorisent les entreprises privées tout en s'efforçant de saper les services et les entités publics. C'est la principale raison pour laquelle, dans les pays du Sud, des centaines de millions de personnes n'ont toujours pas accès à une électricité propre et fiable et des milliards dépendent encore de sources d'énergie polluantes pour cuisiner et se chauffer.
4. ***Le transfert de technologies est nécessaire pour une industrialisation verte à forte valeur ajoutée et un développement à faible émission de carbone*** : Des financements supplémentaires doivent être consacrés à la diversification des chaînes d'approvisionnement mondiales par le biais du transfert de technologies, de l'assistance technique et de partenariats public-privé fondés sur une coopération d'État à État à des conditions non commerciales. Les industries vertes d'aujourd'hui sont contrôlées par une poignée de pays et d'entreprises multinationales qui sont souvent plus préoccupés par les flux de revenus, les profits et les parts de marché que par la lutte contre la menace du changement climatique.
5. ***Le Nord devrait prendre l'initiative de gérer le déclin de l'utilisation des combustibles fossiles***. L'accent mis par les JETP sur la réduction de l'utilisation du charbon dans des pays comme l'Indonésie, l'Afrique du Sud et le Viêt Nam ne tient pas compte du fait que les pays riches sont les principaux producteurs et exportateurs de combustibles fossiles. Les pays riches peuvent et doivent prendre l'initiative de réduire non seulement leur consommation de combustibles fossiles, mais aussi leurs exportations. Cette démarche devrait être combinée à l'aide apportée aux pays en développement pour accélérer le déploiement d'alternatives énergétiques à faible teneur en carbone, d'approches de pointe en matière d'efficacité énergétique et de développement d'infrastructures et de pratiques industrielles modernes et résistantes au climat.

Au-delà des pratiques coloniales, un avenir public pour le Sud

Nous pensons qu'une transition juste et équitable nécessite un repositionnement stratégique du Sud mondial, loin du bas de la chaîne de valeur mondiale. Nous sommes la majorité mondiale. Nous possédons la majorité des minéraux stratégiques qui alimentent les industries du 21^e siècle.

Nous appelons nos gouvernements à élaborer des politiques industrielles conjointes régionales Sud-Sud, avec une coopération Sud-Nord pour partager et transférer des technologies vitales afin de fabriquer et de déployer des énergies renouvelables et d'autres formes d'énergie à faible teneur en carbone, des services et des infrastructures de transport public modernes, etc. à grande échelle dans les pays du Sud. Ces politiques industrielles conjointes doivent prénégocier les conditions d'une extraction socialement juste et écologiquement saine des minerais, la répartition équitable de la chaîne de valeur dans le Sud et la répartition équitable de la prospérité future basée sur la satisfaction des besoins fondamentaux. Les politiques industrielles vertes dans les pays du Sud doivent éviter de reproduire les hiérarchies, la violence et les exclusions socio-économiques du passé. Ces politiques doivent reconnaître le rôle central des travailleurs dans tout processus de production, garantir le respect des droits et des conditions de travail décentes et s'engager à financer le changement du modèle de production et de consommation actuel. En l'absence de changements radicaux dans ce modèle extractiviste, d'exploitation et de gaspillage, les objectifs de décarbonisation continueront d'être largement manqués.

LES SYNDICATS SIGNENT

1. ITUC - Africa
2. ITUC - Asia Pacific
3. Trade Union Confederation of the Americas (TUCA)
4. Public Services International (PSI)

Argentina

5. Asociacion del Personal de los Organismos de Control (APOC)
6. CNTI - CTA Autónoma
7. CTA Autónoma
8. Asociación del Personal Jerárquico del Agua y la Energía (APJAE)
9. Asociación del Personal Superior de Empresas de Energía (APSEE)
10. FeTERA Fed. de Trab. de la Energía de la RA
11. Asociacion Fremial de Obreros y Empleados de la Conservación Ambiental (AGOEC-ARGENTINA)
12. FRENTE SINDICAL DE ACCION CLIMATICA (ARGENTINA)

Bangladesh

13. Paschimanchal Biddyut Bitaran Sramik Karmachari Union-PBBSKU

Benin

14. Confédération des organisations syndicales indépendantes du Bénin (Cosi-Benin)

Bolivia

15. Confederación Sindical de Trabajadores de Luz-Fuerza, Telecomunicaciones, Aguas, Gas y Jubilados de Bolivia (CSTLFTAGB)

Brazil

16. Central Única dos Trabalhadores CUT Brasil

17. Confederação Nacional dos Metalúrgicos - CNM-CUT

18. Federação Única dos Petroleiros

19. Sindicato dos Petroleiros do Rio Grande do Sul

20. Sindicato dos Trabalhadores na Indústria de Energia Elétrica de Niterói- STIEEN

21. Temos que ter mobilização (logo needed)

Cambodia

22. Building and Wood Workers Trade Union Federation of Cambodia (BWTUC)

Chile

23. Central Úntaria de Trabajadoras y Trabajadores de Chile (CUT-Chile)

24. Confederación de Trabajadores de Empresas del Estado

25. FESIMETRO - Chile

Colombia

26. Federación Sindical Mineroenergética Funtramiexco

27. SINEDIAN Sindicato de Empleados de la DIAN

28. SINTRACARBON

29. Sintra Emcali

30. SINTRAMINERALES

31. SNTT de Colombia

32. SUNET Colombia

33. Unión Sindical Obrera (USO)

Ecuador

34. Confederación Ecuatoriana de Organizaciones Clasistas Unitarias de Trabajadores (CEDOCUT)

Gabon

35. Gabonese Trade Union Confederation (COSYGA)

Ghana

36. Public Utility Workers' Union (PUWU) of TUC (Ghana)

India

37. AKILA INDIA KATTIDA THOLILALARGAL MATHIYA SANGAM (AIKTMS)

38. Hind Mazdoor Kisan Panchayat

39. Nagpur Municipal Corporation Employees Union

40. National Hawker Federation

Indonesia

41. Federasi Serikat Ederasi Serikat Pekerja Bandara/Federation of Indonesian Airport Workers' Unions (FSPBI)

42. Federasi Serikat Buruh Perkebunan Indonesia (F-Serbundo)

43. Federasi Serikat Pekerja Farmasi dan Kesehatan Reformasi (FSP FARKES Reformasi)
44. Federasi Serikat Pekerja Mandiri
45. Gabungan Serikat Buruh Indonesia (GSBI)
46. Indonesian Media and Creative Industry Workers' Union for Democracy (SINDIKASI)
47. Persatuan Pegawai PT PLN Indonesia Power (PP-IP)
48. Serbuk Indonesia
49. Serikat Pekerja Kampus
50. Serikat Pekerja Kereta Api (SP KA)
51. Serikat Pekerja Kimia, Energi dan Pertambangan Serikat Pekerja Seluruh Indonesia (SPKEP SPSI - CEMWU)
52. Serikat Pekerja Pembangkit Jawa Bali (SP PJB)
53. Serikat Pekerja Transportasi Jakarta (SPTJ)
54. Solidaritas Pekerja CNN Indonesia
55. SP Perusahaan Daerah Air Minum Jakarta (SP PDAM Jakarta)
56. Aliansi Jurnalis Independen (AJI)

Kenya

57. Central Organization of Trade Unions - Kenya (COTU-K)
58. Kenya Electrical Trades and Allied Workers Union (KETAWU)
59. Kenya Union of Water and Sewerage Employees (KUWASE)

Korea

60. Korean Confederation of Trade Unions (KCTU)
61. Korean Public Service and Transport Workers' Union (KPTU)

Malaysia

62. Timber Employees Union Peninsular Malaysia
63. Sabah Plantation Industry Employees Union
64. Sabah Timber Industry Employees Union

Mexico

65. SINDICATO MEXICANO DE ELECTRICISTA (SME)
66. Unión Nacional de Técnicos y Profesionistas Petroleros (UNTyPP)

Mozambique

67. Organização dos Trabalhadores de Moçambique (OTM)

Nepal

68. CLASS-Nepal
69. General Federation of Nepalese Trade Unions (GEFONT)
70. Union of Trekking Travels Rafting Workers Nepal (UNITRAV)
71. UNI Global Union Nepal Liaison Council (UNI NLC)

Niger

72. Union des Syndicats des Travailleurs du Niger (USTN)
73. Syndicat National des Travailleurs de l'Énergie du Niger (SYNTRAVE)
74. Syndicat National des travailleurs des Mines (SYNTRAMIN)

Pakistan

- 75. All Pakistan United Irrigation Employees Federation (APUIEF)
- 76. Mehnat Kash Labour Federation
- 77. Pakistan Central Mines Labour Federation
- 78. Pakistan Brick Kilns Worker's Union
- 79. Textile Powerloom Garment Workers Union - Punjab
- 80. Labour Education Foundation (LEF)

Panama

- 81. Sindicato de trabajadores de la industria eléctrica y similares de Panamá (SITIESPA)

Peru

- 82. Federación Nacional de Trabajadores del Agua Potable y Alcantarillado del Peru (FENTAP)
- 83. Central Autónoma de Trabajadores del Perú

Philippines

- 84. Federation of Free Workers
- 85. Bukluran ng Manggagawang Pilipino - Solidarity of Filipino Workers (BMP)
- 86. Kapatiran ng mga Unyon at Samahang Manggagawa (KAPATIRAN)
- 87. Kapisanan ng mga Manggagawa sa GOCCs at GFIs (KAMAGGFI)
- 88. Kilusang Mayo Uno - May 1st Movement (KMU)
- 89. National Confederation of Labor
- 90. Philippine Independent Public Sector Employees Association (PIPSEA)
- 91. Public Services Labor Independent Confederation (PSLINK)
- 92. Sentro
- 93. Teachers' Dignity Coalition
- 94. Labor United and Alliances (Lab-U All)
- 95. Workers for Just Transition (alliance)

Senegal

- 96. Democratic Union of Senegalese Workers (UDTS)
- 97. Syndicat National des Travailleurs du Pétrole du Gaz et des Activités Connexes du Sénégal / SNTPGACS

Sierra Leone

- 98. Sierra Leone Labour Congress (SLLC)

South Africa

- 99. Congress of South African Trade Unions (COSATU)
- 100. South African Federation of Trade Unions - SAFTU
- 101. National Union of Metalworkers of South Africa (NUMSA)

Trinidad and Tobago

- 102. Oilfield Workers Trade Union (OWTU)

Tunisia

- 103. General Federation of Electricity and Gas-UGTT

Uruguay

- 104. Agrupación de Funcionarios de UTE (AUTE)

SOUTENIR LES ONG DU SUD ALLIÉES

1. Activiste climatique (Africa)
2. Amaclare Connect and Development Initiative (Africa)
3. Eco-citizenship Instigation (Africa)
4. Institutos de Estudos Estrategicos de Petroleo Gas Natural e Biocombustíveis (FUP-Brasil)
5. Quest For Growth and Development Foundation (Africa)



Il s'agit d'une initiative de TUED South en partenariat avec APMDD, PowerShift Africa et War on Want.
Pour plus d'informations, consultez les sites suivants : [TUEDglobal.org](https://tuedglobal.org) ; apmdd.org ; powershiftafrica.org ; waronwant.org